



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Cinquante-septième billet, septembre  
2018)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

L'été a beau jouer les prolongations, la rentrée s'est déroulée dans une certaine fraîcheur pour le Conseil. La douche froide vient du projet de piscine olympique. A son corps défendant et sans gaité de cœur, le Conseil communal a été contraint de renoncer au partenariat avec l'Association POGF.

Les discussions ont débuté en novembre 2015, quand le Conseil communal acceptait de présenter au législatif une demande d'octroi d'un droit de superficie en faveur de POGF, pour implanter une piscine dans le secteur du Platy. A l'origine, il s'agissait de construire un bassin de natation de dimension classique, pour un montant de 15 millions de francs, mais au fur et à mesure de discussions et d'études, en particulier pour l'obtention des subventions cantonales et d'autres sources, le projet a évolué vers un bassin olympique, avec les exigences que cela puisse comporter et un coût évidemment supérieur, estimé à 30 millions de francs. Ce complexe, destiné à accueillir les clubs de natation, les compétitions nationales, le public de manière générale et les élèves des écoles primaires, secondaire, collèges ainsi que les étudiants de l'Université et des Hautes Ecoles, était idéalement implanté dans un espace sportif de qualité, à proximité immédiate des transports publics, facilement accessible, au cœur d'une centralité, à quelques pas des sorties de l'autoroute Matran et Fribourg-Sud.

Dans l'idée de POGF, le financement de cette structure devait émaner de fonds privés, avec des subventions publiques, la Commune de Villars-sur-Glâne acceptant de mettre à disposition de POGF un terrain en droit de superficie, à titre gracieux, pour une durée de trente ans, d'une valeur de quatre millions de francs. C'est à cette condition que les partenaires privés s'engageaient et que l'obtention de subventions fédérale et cantonale pouvait être acquise. Le 5 octobre 2017, le Conseil général était saisi d'une demande de crédit, de la part du Conseil communal, afin de financer des études devant porter sur les éléments indispensables à la réalisation du projet. Ces études ne pouvant plus être prises en charge par POGF, le Conseil communal a estimé que le seul moyen de le faire avancer était que la commune puisse les préfinancer. Le Conseil général avait alors soulevé plusieurs interrogations et avait, au terme d'une longue discussion, octroyé au Conseil communal un crédit de 300'000 francs destiné à payer les études de POGF, plus un crédit de 100'000 francs destiné à financer une étude portant sur la faisabilité et la solidité financières du business plan, des coûts d'investissement et de fonctionnement, à effectuer par un expert neutre. A ce jour, seule une infime partie de ces montants a été utilisée, pour la raison relevée ci-après.

L'étude économique a été réalisée, par mandat donné à un bureau d'expert en piscines, situé dans le canton de Zug. POGF a approuvé le choix de l'expert. Le rapport d'expertise a mis en exergue des éléments qui, dans le projet en question, ont été insuffisamment analysés, voire ont été omis, ainsi que plusieurs points

appelant des précisions, lesquels seraient susceptibles, lors de la réalisation, d'induire d'importants coûts supplémentaires non prévus à l'origine. Il ne s'agit pas de questions de détail, mais bien d'éléments techniques essentiels du projet pour lesquels il importe de bien en mesurer les impacts, en particulier financiers. Par ailleurs, l'expertise a aussi jugé trop optimiste l'apport des recettes.

Le rapport d'expertise a été transmis à POGF avec prière de se prononcer sur les observations de l'expert et de compléter les points ouverts. Dans sa réponse, POGF n'a pas été en mesure d'apporter des précisions utiles ou de démontrer en quoi les conclusions de l'expertise étaient mal fondées. Il s'ensuit que, selon toute vraisemblance, l'on doit s'attendre à des surcoûts non, voire insuffisamment évalués par POGF, ainsi qu'à des lacunes dans la conception du projet. Il paraissait ainsi évident que celui-ci était loin d'être abouti, que son coût final serait susceptible d'atteindre une cinquantaine de millions de francs au moins, dont le financement n'était ni acquis, ni garanti, avec risque que le dépassement doive être pris en charge par la Commune. Dans ces circonstances, le Conseil communal ne pouvait, sans autre, aller de l'avant. L'expertise a ainsi démontré que la mise en œuvre d'une telle infrastructure nécessite la réalisation de plusieurs études, confiées à des spécialistes reconnus, ayant déjà fait leurs preuves dans ce domaine. C'est pourquoi le Conseil communal a été contraint d'abandonner ce projet, malgré le travail considérable réalisé jusqu'ici, à titre bénévole, par les membres de l'association POGF.

Le Conseil communal tient néanmoins à préciser qu'il ne s'agit pas d'enterrer sans autre la construction d'une piscine. Il considère que les lignes d'eau manquent cruellement dans le Canton et qu'il est légitime que les nageurs disposent d'infrastructures adéquates pour pratiquer leur sport, au même titre que les autres sportifs, mieux lotis. Même si les milieux concernés sont las d'attendre et voudraient accélérer les choses, l'expérience vient de démontrer qu'il est important de bien maîtriser le dossier avant d'entreprendre des travaux d'une telle ampleur.

Cela étant, la Commune de Villars-sur-Glâne ne saurait supporter, à elle seule, une telle dépense. Or, dans le District de la Sarine, une seule piscine, fût-elle olympique, ne suffit pas à répondre aux besoins. D'autres projets existent et une participation de l'ensemble des communes du district sera nécessaire. Actuellement, c'est le comité de la Conférence régionale de la Sarine qui chapeaute les travaux. Le projet de piscine olympique en fait partie. C'est pourquoi il conviendra de poursuivre les discussions au sein de cette autorité, pour la mise en commun de sa réalisation. Il s'agira également d'analyser concrètement les besoins et éventuellement de redimensionner la taille de la piscine ou son programme. Il faudra mettre en place un partenariat entre les communes et avec d'autres milieux, y compris privés.

Depuis peu, une nouvelle donne est apparue. Elle concerne l'Association des communes pour l'exploitation des cycles d'orientation (CO), confrontée aux structures actuelles qui arrivent progressivement à saturation. Plusieurs scénarii ont été mis en évidence pour faire face aux besoins, parmi lesquels l'éventualité d'édifier un nouveau CO sur le territoire de la Commune. A cette occasion, le Conseil communal a mandaté une étude d'implantation qui tenait compte de la construction à la fois d'un nouveau CO et de la piscine olympique, dans le secteur du Platy. Cette étude a démontré que des synergies sont parfaitement réalisables entre les deux objets et il serait intéressant d'examiner l'opportunité, si le CO devait se construire, d'y adjoindre une piscine, même aux dimensions nationales.

Ces prochaines semaines, nous allons nous atteler à la tâche et être le moteur d'un partenariat avec les autres communes du district, incluant des acteurs aussi bien publics que privés, y compris l'association POGF si elle le souhaite, afin de réaliser une telle infrastructure, qui devrait évidemment bénéficier de toutes les sources de financement disponibles à savoir le Canton, les communes et les privés.

En l'état toutefois, il faudra se montrer patient, même si cela implique, pour bon nombre d'adeptes de la natation, spécialement pour POGF, compte tenu de son important engagement, une pilule au goût bien amer.

Erika Schnyder, syndique